



Des milliers de milliards d'euros et de dollars. Les montants mirobolants pour sauver les banques de la faillite depuis 2008, injectés par les Etats européens et les Etats-Unis nous ont fait tourner la tête. Ils ont aussi considérablement alourdi les comptes publics. Quand il s'agit de sauver le système bancaire, au nom du principe « too big to fail », les gouvernements de gauche comme de droite n'ont pas tergiversé.

Quand il s'agit de la biosphère, le bât blesse. Le troisième volet du dernier rapport du GIEC, paru en avril 2015 appelle à changer notre modèle économique, à réduire de 40 à 70% d'ici 2050 les émissions de gaz à effet de serre pour maintenir la progression de la température à 2°C. Nous atteindrons une hausse de 2°C dès 2030 si rien n'est fait, de 4,8°C en 2100, provoquant une hausse moyenne d'un mètre des océans. Et le GIEC est désormais formel : le dérèglement climatique est d'origine humaine. L'institution est sûre à 95%.

Mais la planète n'est probablement pas assez « too big to fail » pour nos dirigeants économiques et politiques. Alors que la Conférence sur le climat (COP 21) en décembre 2015 à Paris se profile, les Etats industrialisés peinent à réunir 100 milliards d'euros par an pour aider les pays en voie de développement les plus touchés par le réchauffement climatique. Le fonds

vert n'est pour l'instant abondé que de 10 milliards d'euros. Les subventions aux énergies fossiles, dans tous les pays, demeurent, à hauteur de 500 milliards d'euros par an. Presque aucun gouvernement ne s'est sérieusement engagé dans la transition énergétique et écologique à ce jour, malgré les initiatives prometteuses de certains pays comme l'Equateur.

Au lieu de quoi, les Etats et les institutions internationales instaurent des mécanismes d' « économisation » de la nature. Les « services de la nature » par essence gratuits et appropriés par personne obtiennent une valeur marchande, un prix. Selon les économistes néolibéraux, les investisseurs auront une vision claire des coûts qu'engendre la dégradation de l'environnement, et seront donc incités à ne pas polluer, ne pas surexploiter la nature. C'est le principe de la croissance verte. Le marché carbone européen répond à ces exigences. Mais il y a tant de bons carbone mis en circulation, que le prix du carbone est très faible, ce qui ne pousse pas à verdir sa production. Par ailleurs, la baisse du cours du brut rend les investissements privés dans les énergies renouvelables peu rentables. C'est un autre frein à la transition énergétique.

La seule solution viable passe par des investissements publics dans la transition énergétique et en faveur d'une transition écologique globale, des objectifs contraignants de réduction des émissions de gaz à effet de serre lors de la COP 21, et la sanctuarisation de certains espaces naturels, tels que les zones antarctique et arctique. Pour ce faire, il faut sortir de la marchandisation de la nature et assurer une dé-brevetabilité du vivant, qui permette à chaque pays d'engager sa propre transition.

Non le climat n'est pas une banque. Mais il n'y a pas d'autre planète disponible pour l'Humanité. Il serait temps que nos dirigeants s'en rendent compte.

Face à cela, notre devoir d'écologistes est d'être unitaire pour que se rassemblent toutes les énergies citoyennes disponibles pour mettre un projet politique global et écologique en tête. Les questions de transition énergétique et citoyenne, de sobriété, de sortie progressive du nucléaire, d'économie circulaire, d'emploi et de production locale, aussi sociales et solidaires, doivent face à l'urgence gagner plus encore les esprits du grand nombre de nos concitoyens. Pour cela il faut un ou plusieurs déclics.

L'aspiration à l'unité est forte dans le peuple français. Quand d'autres au gouvernement divisent sur tous ces sujets et au delà, nous, nous pouvons rassembler. Ou, mieux encore, nous mettre à disposition de rassemblements de citoyen-ne-s, d'écologistes,

d'anti-productivistes, de communistes, d'écosocialistes, de libres penseurs et envoyer un signal.

Je plaide en cette année de COP 21 pour que les citoyen-ne-s s'engagent et co-construisent un projet alternatif à celui qui ruine nos économies, dévaste nos régions, pollue notre air et empoisonne nos assiettes.

Je dis aux gens, n'attendez pas les consignes.

Organisez-vous, utilisez les outils citoyens qui existent quand ils existent. Des rassemblements citoyens émergent un peu partout en France, cela ne tient qu'à vous d'en faire autant à votre niveau. N'attendez rien des formations politiques traditionnelles quand vous les trouvez "frileuses" à se mettre en mouvement.

Leurs petites "popotes" dans leurs petites boutiques électorales ne mènent nulle part.

Tout ceci n'est pas à la hauteur quand il y a urgence à prendre le pouvoir pour désobéir aux normes européennes qui polluent et empoisonnent nos vies et la biosphère.

Organisez-vous en comités citoyens, faites pleuvoir les appels, faites les converger pour prendre le dessus sur la minorité qui accapare et détruit tout à son profit.

Quant à moi je serai aussi de ce combat.

C'est pourquoi à la suite de mon engagement personnel dans le Jura avec Majorité citoyenne qui a déjà obtenu 16% des voix en moyenne là où nous étions présents, j'ai décidé de co-écrire et de signer un Appel constitutif d'un rassemblement citoyen avec d'autres citoyen-ne-s résistant-e-s venu-e-s de l'écologie politique, de l'écosocialisme, du socialisme, de l'anticapitalisme et de la décroissance: www.rassemblement-citoyen.org qui je l'espère en appellera d'autres, plus locaux pour que tout cela converge en marée citoyenne dès les élections régionales.

Les projets, les moyens et les finances ne manquent pas quand les projets repartent des besoins. D'autres face à nous gaspillent tant d'argent public pour des projets coûteux, inutiles et imposés.